

Voix > Commentateurs > Robert Fisk

Robert Fisk: Emprisonné à Genève - le colonel qui s'est opposé à Moubarak, mais a refusé d'espionner pour les Suisses

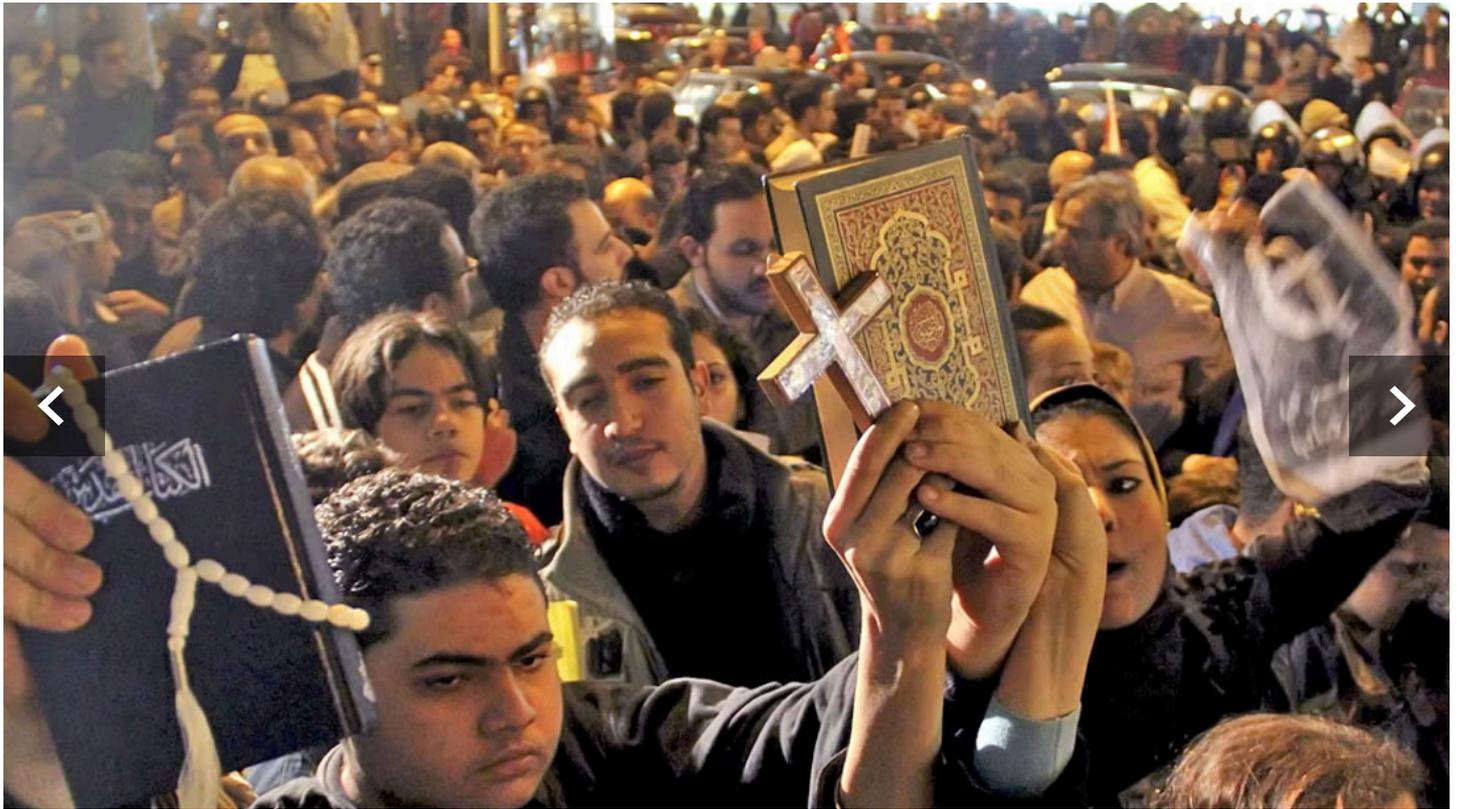
Sa défense des Coptes chrétiens a fait de lui une épine dans le côté du régime de l'Egypte. Mais quand il s'est enfui, le colonel Ghanem s'est retrouvé dans un jeu tout aussi dangereux.



Robert Fisk • Vendredi 02 mars 2012 01:00 GMT • [Commentaires](#)



Robert Fisk: Emprisonné à Genève - le colonel qui s'est opposé à

[Montrer tout 2](#)


Le meilleur de Voices livré à votre boîte de réception chaque semaine - des colonnes controversées à l'analyse d'experts



Je souhaite recevoir un e-mail sur les offres, les événements et les mises à jour de The Independent. Lisez notre [politique de confidentialité](#)

 Il a 54 ans mais semble 70 – "comme un yogi indien avec une longue barbe blanche", comme le dit l'avocat suisse de l'ex-Colonel Mohamed el-Ghanem. "Je suis entré dans sa cellule – J'avais un fonctionnaire suisse à côté de moi qui m'a officiellement présenté. Le colonel Ghanem était assis sur son lit, les pieds sur terre. Puis il s'allongea sur le lit et tira la couverture jusqu'à son menton. Il n'a pas dit un mot – pas un seul mot. La plupart du temps, il ferma les yeux."

Pierre Bayenet est spécialisé dans les affaires relatives aux droits de l'homme, mais admet que l'ancien colonel – du Ministère de l'Intérieur du Président Moubarak, enfermé pendant six ans sans procès dans une prison suisse après

avoir accusé les services de sécurité suisses de l'avoir fait chanter – est l'un des cas les plus étranges dans lesquels il a même été impliqué. En tant que journaliste, je dois dire la même chose. J'ai rencontré le Colonel Ghanem au Caire il y a 12 ans, un homme militaire dur et anglophone qui s'est opposé à Moubarak pour son parti pris contre les Coptes Chrétiens d'Égypte, la corruption du gouvernement égyptien, le népotisme, la torture et les violations des droits de l'homme. Son entretien avec moi a provoqué un incendie de harcèlement de la part de la police de sécurité égyptienne, jusqu'à ce qu'il obtienne l'asile politique temporaire en Suisse.

Dans n'importe quel autre monde, il serait maintenant un héros de la révolution égyptienne, l'un des premiers policiers à se révolter contre le dictateur renversé il y a un an. Au lieu de cela, il a été qualifié par les services de sécurité suisses de dangereux islamiste subversif, calomnié par un policier suisse pour une agression à Genève qui n'a jamais eu lieu, empêché de rencontrer sa belle-soeur après que la sécurité suisse ait parlé au FBI, et siège maintenant – refusant de parler même à son propre avocat – dans une cellule de prison de Genève.

"Il a beaucoup de papiers dans sa cellule qui semblent avoir été écrits par lui sur son cas", dit M. Bayenet. "Il était couché là les yeux fermés. Je lui ai parlé de la tentative de son frère Ali de le voir, j'ai dit que je te rencontrais, Robert. Ce sont les seules fois où il a réagi. Il ouvrit les yeux et les ferma à nouveau. Il écoutait chaque mot. Je lui ai dit qu'Ali pensait qu'il était peut-être mort. Je lui ai dit que tu suivais son cas. J'étais à la fin plutôt positif – au moins il ne m'a pas dit d'y aller!" Les médecins de la prison ont parlé à M. Ghanem de la révolution égyptienne. Il ne répondit pas.

Lorsque j'ai rencontré le colonel Ghanem dans le café du jardin de l'hôtel Marriott Gezira du Caire en 2000, il était bien rasé, en forme, à lunettes et passionné, un peu du côté dodu mais ne regardant pas plus de ses 42 ans, faisant rage contre le refus de Moubarak de permettre aux chrétiens en Égypte de construire plus d'églises. Il a obtenu un doctorat en droit de l'Université de Rome, a été l'auteur d'un livre de 1991 sur "la loi et le terrorisme", un dénonciateur improbable –, mais il m'a désespérément appelé à demander l'aide d'Amnesty International. Lorsqu'il a tenté de quitter son pays, des membres de sa propre police l'ont renvoyé à l'aéroport du Caire.

Un an plus tard, le colonel Ghanem m'a appelé à Beyrouth depuis Genève pour me dire que les Suisses lui avaient accordé l'asile temporaire. Il retournait étudier à l'université. Mais quand il m'a rappelé en 2003, quelque chose s'était

terriblement mal passé. La police secrète suisse, m'a-t-il dit, essayait de le forcer à pénétrer dans les cellules locales d'Al-Qaida et dans la communauté arabe de Suisse. Il avait refusé de coopérer, dit-il, et maintenant ils le menaçaient.

Je n'ai plus pensé à cette affirmation bizarre jusqu'à ce que, en 2008, son frère Ali, qui vit à Washington, me contacte. Il s'était vu refuser l'autorisation de voir Mohamed el-Ghanem, qui depuis 2007 avait été emprisonné sans procès – et avait été informé par les autorités suisses que Mohamed "ne voulait pas le voir". Ali craignait que son frère ne soit mort.

Selon Ali, les Suisses ont réagi après que M. Ghanem aurait écrit un article sur Internet qui est apparu sur des sites islamistes, affirmant que la Suisse était "la plus méprisable parmi les ennemis de l'Islam", car elle soutenait l'invasion américaine de l'Irak en 2003, se tenait derrière le "régime de renégation" de Moubarak et essayait maintenant de "pénétrer dans la société musulmane pour recueillir des renseignements". Lorsque les experts de l'ONU "Disparitions Forcées et Volontaires" ont demandé pourquoi M. Ghanem avait été enfermé, les autorités leur ont dit – dans la version anglaise du rapport – que c'était à cause de sa "dangerosité". Même l'expression française qu'ils utilisaient – "dangerosite" – était très étrange. Comment, me suis-je demandé, un flic anti-Moubarak qui défendait les chrétiens, pourrait-il j'ai écrit de telles remarques empoisonnées sur son pays d'asile. Si en effet il les a écrits.

Car il existe des preuves évidentes que les services secrets suisses – pas exactement reconnu parmi les tenues de renseignement de pointe du monde – a été profondément impliqué dans le cas de M. Ghanem et a effectivement cherché à pénétrer les groupes musulmans en Suisse. En janvier 2005, par exemple, M. Ghanem s'est plaint d'avoir été prié d'espionner Hani Ramadan, un membre égyptien des Frères Musulmans – qui domine maintenant le nouveau Parlement égyptien – qui dirigeait un Centre Islamique à Genève.

M. Ghanem dit qu'il a refusé. Deux ans plus tard seulement, le Parlement suisse a enquêté sur une opération de renseignement officielle – "Opération Memphis" – organisée contre M. Ramadan et utilisant des informateurs pour obtenir des informations sur les contacts de M. Ramadan. M. Ghanem n'est pas mentionné dans ce rapport – mais il suggère fortement qu'il disait la vérité. Il s'ensuivit une longue série de demandes et d'arguments juridiques sur la santé mentale de M. Ghanem, sa demande d'habeas corpus et – bien sûr – sa "dangerosité". Cela a tourné autour de trois incidents dans lesquels M. Ghanem a affirmé qu'il était sous observation.

En juillet 2004, trois ans après son arrivée en Suisse, il a porté plainte contre un homme qui aurait "frappé en lui" dans une rue de Genève, un Africain noir qui aurait cassé ses lunettes. Un peu plus d'un an plus tard, il s'est plaint à la police que son téléphone avait été mis sur écoute et qu'il était suivi par des agents du gouvernement égyptien.

Puis, en février 2005, M. Ghanem a été accusé d'avoir agressé un Somalien sur le campus de l'université de Genève. Selon M. Ghanem, l'homme était agressif et il l'a confronté à un couteau à pain. L'homme aurait frappé Mohamed. Après plusieurs mois d'incarcération, M. Ghanem a été libéré.

Mais les services de sécurité suisses sont intervenus. M. Urs von Daeniken de la Police Fédérale "service d'analyse et de prévention", le service de renseignement suisse, a écrit le 6 octobre 2005 au juge qui avait entendu le cas de M. Ghanem, citant l'article Internet prétendument écrit par M. Ghanem. La lettre – dont une copie est en possession de The Independent – a affirmé que M. Ghanem avait également menacé des personnalités suisses de premier plan de "conséquences" non spécifiées. C'était un homme "violent" qui menaçait la "sécurité intérieure et extérieure de la Suisse".

M. Ghanem insiste sur le fait que bien qu'il ait été prêt à se défendre contre son présumé agresseur en février 2005, il n'a jamais attaqué l'homme avec son couteau. La victime présumée dit également qu'il n'a jamais été touché par M. Ghanem, bien qu'il dise que l'Egyptien tenait un couteau. Mais le 25 octobre, 19 jours seulement après la lettre de M. Von Daeniken, un policier de Genève a écrit au juge pour lui dire que M. Ghanem avait "gravement blessé" un Africain à l'université de Genève et l'avait "attaché avec un couteau de cuisine dans l'abdomen".

Le policier – dont le nom est connu pour *L'Indépendant* – mentait "de toute évidence", selon l'avocat Pierre Bayenet, puisque même la victime présumée a déclaré qu'il n'avait pas été touché par l'accusé.

La lettre de l'agent de police a répété les citations sur Internet, ajoutant qu'elles étaient "alarmistes et haineuses, répétées sur une période de plusieurs mois et provoquaient le genre de réactions que vous pouvez imaginer". La lettre ne faisait aucune référence à ces "réactions". Quoi qu'il en soit, M. Ghanem –, qui avait toujours allégué que les autorités de sécurité suisses essayaient de le contraindre à espionner ses compatriotes musulmans, – avait maintenant attiré l'intérêt public

des services très secrets et des forces de police qui écrivaient maintenant des lettres à un juge de première instance.

Le colonel Ghanem a subi un examen psychiatrique; son avocat pense qu'il a failli mourir avant Noël. M. Bayenet dit également que – n'ayant pas recruté M. Ghanem et l'ayant ensuite harcelé et ayant fait une fausse déclaration d'agression contre lui – les autorités suisses voudraient maintenant expulser l'Égyptien. "Mais après leurs revendications contre lui, qui lui donnerait l'asile maintenant?" M. Bayenet demande. "Est-ce qu'il serait en sécurité en Egypte? Pourraient-ils le renvoyer là-bas?"

Hélas, Moubarak est peut-être parti et le Ministre de l'Intérieur peut être jugé avec lui, mais le Ministère de l'Intérieur égyptien est toujours pleinement opérationnel – avec, hélas, les mêmes officiers-chiens qui ont servi Moubarak toujours en charge. Selon certaines informations, les Frères musulmans, qui sont maintenant électeurs, exigent une explication de la part de l'ambassadeur de

Suisse au Caire. M. Bayenet dit tout cela succinctement. "Il est clair que les services secrets suisses le voulaient en prison. Mais pourquoi? Quel est le but de garder M. Ghanem en prison?"

En savoir plus sur: [Égypte](#) [Hosni Moubarak](#) [Droits de l'Homme](#) [Police](#) [Sécurité](#) [Suez](#)

Rejoignez notre forum de commentaires

Participez à des conversations stimulantes, suivez d'autres lecteurs indépendants et voyez leurs réponses

 [Commentaires](#) ↓

Comments

FOLLOW

[LOG IN](#) | [SIGN UP](#)

Start the conversation

ALL COMMENTS

NEWEST ▾



 Start the conversation

Powered by  **viafoura**



ENTREZ EN CONTACT

Contactez-nous



NOS PRODUITS

[Souscrire](#)

[S'inscrire](#)

[Bulletins](#)

[Donner](#)

[Today's Edition](#)

[Installez notre application](#)

[Archive](#)

AUTRES PUBLICATIONS

[Les éditions internationales](#)

[Indépendant en Español](#)

[Indépendant Arabia](#)

[Indépendant Turc](#)

[Indépendant Persan](#)

[Indépendant Urdu](#)

[La Norme](#)

JURIDIQUE

[Code de conduite et plaintes](#)

[Contributeurs](#)

[Politique de cookies](#)

[Dons Termes et Conditions](#)

[Politique de confidentialité](#)

[Paramètres de confidentialité](#)

[Politiques des utilisateurs](#)

[Déclaration Esclavage Moderne](#)

EXTRAS

[Puzzles](#)

[Tous les sujets](#)

[Offres de Pari](#)

[Codes de bons](#)

[Concours et offres](#)

[Indépendant Publicité](#)

[Indépendant Ignite](#)

[Syndication](#)

[Travailler chez The Independent](#)